

Kivu Un paysan comme président !

Papa Simisi, la soixantaine bien sonnée, est paysan et syndicaliste. Le cinquième numéro de la revue trimestrielle « Regards Croisés », édité par le Pole Institute ⁽¹⁾, a publié une interview de ce leader paysan congolais, réalisée en août 2001 et dont nous vous livrons ici de larges extraits.

Entretien avec Simisi Nzala
Président national du Syndicat d'alliance paysanne (RDC)

Au Nord Kivu, la bourgade de Nyamilima (près de 27 000 habitants), située à 115 kilomètres de Goma et à 20 autres de la frontière ougandaise, compte encore des cases couvertes de tôles ondulées. Un luxe pour un pays en guerre dont la majorité de la population vit dans une détresse matérielle de plus en plus aiguë. « *C'est parce que nous cultivons encore ici !* », clame Papa Simisi. C'est aussi parce que le mouvement paysan qui est né dans cette région applique des principes de solidarité...

Comment vous êtes-vous investi dans le mouvement paysan ?

SN : En 1981, l'Unicef avait installé un réseau de fourniture d'eau à Rubare, un village voisin. J'ai commencé à m'investir dans le travail de développement quand j'ai pris l'initiative de me déplacer pour demander aux agents de cet organisme international qu'ils nous permettent aussi d'avoir l'eau courante. Nyamilima a été raccordé en 1982. L'année suivante, à la demande des habitants de Buramba, nous avons mis en place une adduction d'eau en leur faveur, puis en la faveur de ceux de Kisharo en 1983.

Cette année-là, nous avons organisé notre coopérative, Acombi. Et nous avons fait en sorte que la Coopérative d'épargne et de crédit fonctionne ici. Et quand nous amenions le café à Goma, la part sociale de l'Acombi était de deux sacs de café. Dès 1984, nous avons reçu un message de l'association Solidarité paysanne, qui œuvrait au niveau de l'ex-Kivu. Elle demandait à toutes les coopératives de l'ancienne région du Kivu de s'unir. Lors d'un voyage à Bukavu, je suis dès lors devenu membre de l'Union des coopératives du Nord-Kivu. J'en ai profité pour exposer le problème de la population de la zone de Rutshuru : elle ne mangeait pas à sa faim ! Elle manquait en effet

de terres à cultiver. Par exemple, lorsqu'on avait un petit champ planté de café, on ne savait plus où planter les haricots. On devait alors associer deux cultures dans un même champ, ce qui ne nous facilitait pas la vie.

Avec Solidarité paysanne, nous avons monté un projet d'étude pour étayer ma conviction par des éléments concrets et des statistiques. Un ingénieur agronome est venu dans notre région : il passait par les chefs-lieux des collectivités et des groupements. Il posait des questions sur le nombre d'habitants et les modes de vie. Finalement, il nous a fait part de ses conclusions à propos du manque de nourriture à Rutshuru. Tout d'abord, la population s'était considérablement accrue ; ensuite, le parc national des Virunga a monopolisé une très grande portion du territoire de notre zone, tandis que d'autres zones ne lui avaient cédé que de petites portions ; enfin, les terres cultivables qui auraient dû revenir à la population avaient été mal gérées par les chefs coutumiers, qui les avaient cédées comme plantations. Il était clair que la population avait été oubliée et qu'on n'avait pas prévu qu'elle allait croître pareillement.

Après avoir posé ces constats, l'ingénieur les a présentés au gouverneur, qui lui a demandé de finaliser ce rapport pour qu'après débat, il le soumette au pouvoir central, à un niveau national. Cet ingénieur avait également insisté sur le fait qu'à part le parc, la zone de Rutshuru était composée de domaines de chasse qu'il fallait redistribuer à la population. Si ces domaines étaient libérés, il envisageait des projets d'irrigation dans ces zones plates. Il appelait cela, je crois, un projet d'auto-suffisance alimentaire...

Comment est né le Syndicat d'alliance paysanne (SAP) dont vous êtes aujourd'hui le président ?

SN : Sous Mobutu, alors que tous les autres groupes sociaux étaient organisés en syndicats >

(1) Le Pole Institute, Institut inter-culturel dans la région des Grands Lacs, se définit comme un centre de recherche et un carrefour de réflexions, d'échanges, de productions d'analyses, de méthodes et de stratégies. Installé à Goma (RDC), il est actif dans la prévention des conflits, l'animation d'événements intercommunautaires ou encore la formation à l'émergence de noyaux de légitimité pour une démocratie participative.

> (les fonctionnaires, les chefs d'entreprises et les commerçants, etc.), les paysans ne l'étaient pas encore. Au Congo, personne ne se souciait de nous. Il fallait un syndicat paysan pour défendre nos droits. Nous avons donc convoqué une rencontre : le congrès inter-régional des paysans, à Bukavu. À l'époque, je faisais partie du conseil d'administration de Solidarité paysanne. Les paysans sont arrivés de partout : après les avoir écoutés, nous avons constaté que Mobutu ne faisait absolument rien pour eux. C'était un premier pas. À la suite du forum de Bukavu, nous avons organisé, en 1991, un congrès de paysans à Kinshasa, qui a attiré des représentants de presque chacune des régions du pays. Le but de ce congrès était de créer un syndicat national. C'est là que j'ai été élu président du Syndicat d'alliance paysanne au Zaïre.

Quel rôle le SAP joue-t-il dans un pays déchiré par la guerre comme le Congo ?

SN : Moi, en tant que paysan, j'affirme que ce sont les intellectuels qui ont apporté la guerre et le tribalisme. J'ai quitté Lubero pour venir ici en 1953. Nous avons toujours vécu en parfaite harmonie

avec les populations locales : nos enfants n'ont jamais rencontré de problème. Chez eux, c'est ici. Les paysans de la région ont toujours été solidaires. Voilà pourquoi je dis que la crise n'est pas partie de la base, mais des intellectuels.

Je n'ai pas suivi l'école, mais j'ai ma propre instruction. Je suis docteur en affaires paysannes ! Et je sais que la politique se résume en deux mots : le pays et le propriétaire du pays, soit les mots « pays » et « paysan ». Voilà en quoi consiste la politique d'un pays. Le paysan gère la terre et engendre l'intellectuel. Pourtant, aujourd'hui, la société pourrait se résumer à un triangle. Les trois angles sont respectivement occupés par les parents, la jeunesse et les intellectuels. Ces derniers sont au sommet et écrasent les deux autres composantes. Une fois en haut de l'échelle, après les études, l'intellectuel oublie les parents et néglige la jeunesse.

Si l'on se souciait vraiment de ce pays, on saurait que les intellectuels ont déjà échoué et ne savent que faire la guerre. Et on irait chercher un paysan pour le nommer président de la République. Aujourd'hui, si j'étais à la tête de ce pays, je n'ambitionnerais pas de posséder un avion ou de me construire un building. Je commencerais par bâtir des écoles, des routes, des hôpitaux, par renforcer l'économie et la monnaie... Il faut un paysan comme président de cette République pour qu'il s'occupe des problèmes réels de ce pays. Et si ce paysan quittait le pouvoir, croyez-vous qu'il penserait à aller aux États-Unis s'acheter une résidence ? Non, il reviendrait chez lui, s'occuper de ses chèvres, comme je m'occupe moi-même de mes deux chèvres, ici, chez moi.

Si l'on examine ce triangle, on voit que cet intellectuel que vous avez placé au sommet devient inefficace. Mais celui qui trône au sommet développera des stratégies pour y demeurer. Que peut faire la base pour le ramener vers elle ou pour dégager d'autres voies pour survivre ?

SN : C'est la raison pour laquelle nous avons initié le syndicat de paysans. Nous sommes nombreux, mais tous les paysans ne disposent pas d'une bonne capacité d'analyse. Or le triangle devrait se renverser : les parents et la jeunesse, à son sommet, et les intellectuels à sa base. Il faut que l'intellectuel supporte le poids de ceux qui ont payé sa scolarité, qu'il les défende. Ce n'est malheureusement pas le cas. ■

Parc des Virunga : patrimoine et population en péril

« Si vous entendez dire que le SAP autorise qu'on envahisse le parc, ce n'est pas vrai ! », clame Papa Simisi. « Le SAP ne fait que lutter pour que les populations parviennent à se nourrir ! »

Le parc des Virunga, situé majoritairement au Kivu, s'étend sur 790 000 hectares et présente une diversité d'habitats incomparable. Cette merveille naturelle est inscrite sur la liste du patrimoine mondial en péril depuis 1994. Cette année-là, le génocide et la guerre au Rwanda y ont provoqué l'afflux massif de réfugiés qui se sont installés dans des camps à l'intérieur même du parc. Résultat : une déforestation massive et le braconnage de la faune sauvage.

Quel lien le SAP a-t-il donc avec ce parc ? Se fondant sur les conventions qui ont fixé, en 1935, les frontières de cette réserve, le syndicat paysan estime qu'elles ont été largement outrepassées. Après cette date, les limites du parc ont été déplacées en défaveur des populations, spoliant ainsi les agriculteurs, dont la surface de terres fertiles a rétréci. « Si on délimite le parc, nous sommes prêts à le protéger », poursuit Papa Simisi, espérant faire reconnaître le manque à gagner d'une génération de paysans qui ont dû abandonner des terres fertiles.

La revendication du SAP télécopie le souci de conservation de ce trésor naturel qui émane de la communauté internationale : difficile de réclamer des terres imbriquées dans un parc en péril... Alors, le SAP agit de manière posée : intervenant auprès des chefs coutumiers, des conservateurs officiels, des pêcheurs des environs du lac Idi Amin, des paysans et des militaires responsables de la conservation des ressources du parc, il en propose une meilleure gestion, notamment « en créant un comité de gestion du parc mixte, composé d'enseignants, de paysans et d'autres composantes de la société. »

Propos recueillis par Aloys Tegera, directeur du Pole Institute à Goma

Nigeria Pour une renaissance agricole

Au Nigeria, les agriculteurs n'enrangent pas tous les bénéfices de leur travail. Les causes directes de cette situation relèvent d'un défaut d'organisation : ils n'ont aucune stratégie commerciale propre, ne disposent pas des moyens de faire parvenir leurs produits à ceux qui les demandent, ne profitent pas des avantages d'un bon stockage et ne sont pas les seuls déterminants de la qualité de leur production.

Plus déplorable encore : ils n'ajoutent que peu - voire pas du tout - de valeur aux matières qu'ils cultivent et qu'ils récoltent au cours des phases de transformation ultérieures. Ils dépendent d'intermédiaires et sont privés du peu de pouvoir de négociation des prix de leurs produits. Leur ignorance de la valeur de ces produits agricoles sur le marché international les confine dans une situation désavantageuse. Et pourtant, le Nigeria est un pays béni des dieux en la matière : la végétation y varie des forêts tropicales du Sud aux herbages de la savane du Nord. L'extrême Nord, qui borde le désert du Sahara, est pourvu, malgré l'avancée des sables, de grandes nappes d'eau utiles à l'irrigation. Des formes variées d'activités agricoles pourraient donc être développées toute l'année sur ces terres fertiles (si l'on excepte les problèmes liés à la pollution de la terre et de l'eau à cause des fuites de pétrole occasionnelles au Sud), surtout si l'on y développe des technologies modernes et si l'on y utilise les engrais disponibles aujourd'hui sur le marché mondial. Parmi ces activités, citons des récoltes diverses, la culture des fruits et légumes, l'élevage, la pêche ou la transformation alimentaire.

Des activités dans lesquelles pourrait s'investir le gros de la population, à 75 % rurale, au regard de la quasi-inexistence du tissu industriel et du stade primaire du développement de l'industrie des services. Quelle anomalie de constater que le pourcentage de la population active dans l'agriculture des économies développées est si insignifiant (à peine plus de 5 %), alors qu'il produit la nourriture et les produits agricoles nécessaires à ces pays, et que leur surplus est exporté, augmentant ainsi les revenus issus du marché des devises. Au Nigeria, il est clair que l'agriculture constitue l'un des secteurs économiques vers lequel le gouverne-

ment devrait diriger ses efforts, afin de bénéficier de ce dont le pays est pourvu naturellement.

Palmistes, arachides, caoutchouc

Avant l'indépendance et jusqu'à la période de la guerre civile ⁽¹⁾, l'agriculture constituait le fondement de l'économie. L'Est était réputé pour les produits de ses palmiers à huile, son caoutchouc, son cacao, son riz. Du Nord, l'on garde encore l'image de montagnes d'arachides, un secteur exportateur prospère non seulement pour les graines, mais aussi pour la production d'huile végétale. Les peluches de coton servaient de matière première aux usines de textile. L'élevage extensif avait pour dérivé le travail des peaux et du cuir, un produit d'exportation important, tandis que des tanneries se développaient. À l'Ouest, le cacao, les produits forestiers et le caoutchouc étaient sources de revenus appréciables : les fèves de cacao et le latex du caoutchouc étaient transformés en produits semi-finis et exportés, mais aussi utilisés comme matière première dans les fabriques locales de produits finis, tels des pneus de véhicules ou des boissons au cacao.

Ces intenses activités agricoles permettaient au peuple de s'engager dans le travail du sol et d'y gagner sa vie. La production de nourriture était suffisante et variée pour nourrir la population en n'ayant que très peu recours aux importations et en exportant des cultures commercialisables et des produits agricoles semi-finis. Les autorités avaient par ailleurs lancé et subventionné des instituts de recherche pour soutenir ces entreprises florissantes.

Sécession biafraise

Depuis la fin des années 80, la Malaisie exporte vers le Nigeria une huile végétale raffinée. Les palmistes dont cette huile est issue ont été plantés au début des années 60, grâce à des semences de >

Stella Okon
Rural Women Foundation
(Nigeria)

Huile d'ailleurs

Pourquoi importer ces matières premières quand le pays dispose d'une industrie qui pourrait produire plus, et de nombreux agriculteurs, qui pourraient également produire plus ? L'ingénieur responsable de cette question critique, employé dans une entreprise liée au secteur huilier, résume à merveille certaines aberrations de la politique économique du gouvernement fédéral nigérian : il vient d'accorder, au niveau national, quelques licences d'importation de graines de palmistes et d'huile végétale brute...

Source : Daily Champion, Lagos, 18 septembre 2002

a(1) La guerre civile a commencé en 1967. Le Biafra, région du sud-est du pays, majoritairement peuplée d'Ibos, déclara son indépendance cette année-là. La guerre prit fin en 1970, lorsque les séparatistes biafrais furent défaits et fit, selon les estimations, entre deux et trois millions de morts.

Ciment contre riz

D'après les statistiques de l'Autorité portuaire nigériane, le Nigeria a récemment augmenté ses importations de riz, les faisant passer de 129 500 tonnes en juin et juillet à 170 500 en septembre. Les analystes tablent sur l'approche de Noël pour expliquer cette hausse... Quoi qu'il en soit, les mêmes statistiques indiquent que le ciment reste le premier produit d'importation, mais aussi que les tonnages de sucre et de froment en provenance de l'étranger sont importants. Ces infos, publiées dans la presse pourraient-elles être exploitées pour réformer la production agricole du pays ?

Source : Vanguard, Lagos, 18 septembre 2002

> palmiers achetées... au Nigeria.

La négligence du secteur agricole, d'une part, et l'énorme confiance dans les recettes de l'exploration pétrolière pour soutenir l'économie, d'autre part, ont mis à mal l'agriculture nigériane.

Cette situation déplorable est née de la guerre fratricide qui a déchiré le Nigeria de 1967 à 1970. Dans l'enclave du Biafra, virtuellement coupés du reste du monde pendant environ vingt mois de combats, plus d'un million de Biafrais perdirent la vie. C'est le manque d'hommes qui fut le plus néfaste à l'agriculture. Sans le soutien de machines agricoles modernes, ce sont eux qui, en effet, abattaient le dur labeur lié à la terre... À la fin de la guerre, il était naturel de rechercher le moyen le plus rapide et le plus facile de survivre. L'agriculture ne représentait pas la meilleure des options, puisque, dans la plupart des cas, la période de gestation des cultures ne permettait pas de produire l'aide alimentaire nécessaire. L'exode massif vers les centres urbains correspondait à cette quête d'un rétablissement rapide dans une situation acceptable. À la recherche d'un emploi ou se lançant dans le négoce aux profits plus immédiats, la population quitta les régions rurales.

Le roi-pétrole

Aucun programme gouvernemental spécifique ne fut mis sur pied pour un retour vers l'agriculture. Le syndrome de l'importation de nourriture s'incrusta dans la société nigériane, à tel point que, dans les années 1980, le pays ne pouvait pas nourrir ses citoyens grâce à sa production locale.

Le pétrole est l'autre facteur explicatif du désintérêt national envers l'agriculture. Le pétrole brut fut découvert dans la région du delta du Niger environ dix années avant la guerre civile. Tandis que le conflit faisait rage, les compagnies abandonnèrent les champs pétroliers, laissant la région sans grande activité. Peu après 1970, les entreprises de prospection et de production retrouvèrent leurs bases. La situation au Moyen-Orient et les crises pétrolières de 1973 intensifièrent les efforts de production du pétrole au Nigeria, tandis que les États-Unis et l'Europe, tentant d'échapper à leur dépendance vis à vis d'un Moyen-Orient instable, cherchaient à diversifier leur approvisionnement. Pour faire face à cette demande accrue, l'on engagea de la main-d'œuvre. Naturellement, beaucoup de jeunes gens et de jeunes filles s'investirent dans le secteur pétrolier, s'éloignant un peu plus encore de la terre.

En 1975, la spirale croissante des prix du pétrole, couplée au fait que le Nigeria proposait les prix de production par baril quasi les plus bas au monde, permirent au gouvernement de tirer de l'or noir 95% de ses revenus. Malheureusement, ces sommes colossales ne furent pas allouées à la renaissance de l'agriculture. Compte tenu de l'énorme

population et du fait que le pays importe aujourd'hui la majorité des aliments de base qui pourraient pourtant être produits localement, la renaissance du secteur agricole est cependant indispensable.

Un défi agricole

L'an dernier, le gouvernement annonça, embarrassé, qu'il allait importer des haricots du Burkina Faso, un pays situé dans le désert... Les haricots constituent la source de protéines la moins chère pour les Nigériens. Si le niveau de production national de cette denrée ne peut pas garantir la satisfaction des besoins de la nation, le danger d'une crise alimentaire pointe à l'horizon. Réactiver l'agriculture pousserait la population rurale à s'organiser en unités coopératives et l'éduquerait aux méthodes agricoles modernes. Grâce à un fort soutien gouvernemental, en particulier dans l'équipement en infrastructures telles que l'électricité, l'eau, de bonnes routes et des possibilités de stockage et de conservation, la population serait encouragée à relever le défi agricole du pays. Cela préparerait l'établissement de systèmes de transformation des produits agricoles à large échelle, comme des raffineries d'huile de palme, la transformation des tomates et des cannes à sucre, la transformation des fruits, de même que la conservation des produits horticoles importés à ce jour au Nigeria.

Le développement d'industries dans les zones rurales, afin de soutenir ces activités agricoles, prodiguerait des emplois directs mais permettrait aussi de meilleures conditions de vie. La population féminine, en particulier, gagnerait en pouvoir. Et peut-on rêver de la fin de l'exode rural ? Les sommes énormes dépensées pour l'importation de nourriture pourraient être utilisées à d'autres buts. À nouveau, l'agriculture participerait au développement du Nigeria. Le regroupement des agriculteurs et leur organisation en coopératives leur permettrait d'améliorer leurs possibilités de stockage, éliminant ainsi les pertes énormes subies lors de la manutention des produits agricoles. Des industries artisanales et familiales verraient le jour, pour une production de meilleure qualité. La chaîne commerciale de la vente des produits serait enfin réduite et, pourquoi pas, l'on en arriverait au stade de la vente directe sur le marché international.

Pour ce faire, il incombe aux organisations non-gouvernementales et à des agences gouvernementales spécialisées, telle qu'une banque de développement agricole, de fournir les aides et la capacité organisationnelle nécessaires à réaliser cet objectif. Des prêts garantis par le gouvernement pourraient être généralisés, de même que la fourniture de machines agricoles et d'autres produits de première nécessité. ■

**Texte adapté de l'anglais par
Françoise Van Poucke**

Pour en savoir plus...

Sites, livres et organisations

- ▶ **www.mst.org.br** Le site du Mouvement des paysans sans terre brésiliens est en portugais mais donne accès à une version française. Celle-ci présente le mouvement à travers une historique et des articles d'*Info Terra*, lettre d'information et de solidarité avec les paysans sans terre.
- ▶ **www.cncr.org** Le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) ambitionne la représentation des producteurs dans le développement rural. Le site propose entre autres les programmes de différentes fédérations (ex : programme de radios rurales locales) et abrite le site du **Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa)**.
- ▶ **www.viacampesina.org** Site de la Via campesina, Mouvement paysan international. La Via campesina est présente en Europe, Asie et Amérique. Aux côtés de quelques documents et lettres d'actualités, le site donne des informations par thème (réforme agraire, biodiversité, commerce international, etc.).
- ▶ **www.cpefarmers.org** La Coordination paysanne européenne (CPE) représente 18 organisations paysannes et rurales de 11 pays européens (UE et hors UE). Le site présente les positions du CPE par thèmes (aides agricoles, commerce international, développement rural). Il offre également la possibilité de lire ses derniers communiqués. Un forum est en construction.
- ▶ **www.confederationpaysanne.fr** Le site met en ligne le mensuel de la confédération paysanne ainsi que les informations sur les manifestations et activités de l'organisation. Il propose également quelques offres d'emploi.
- ▶ **www.inter-reseaux.org** Inter-Réseaux s'est fixé comme objectif de créer l'échange et le débat entre les différents acteurs Nord-Sud. Il produit le bulletin *Grain de sel*. Sur son site, l'Inter-Réseaux propose des groupes de travail, des publications et des informations sur le développement rural, principalement en Afrique.
- ▶ **Le site du mouvement paysan philippin (KMP) www.geocities.com/kmp_ph** En plus des actions et manifestations menées par KMP, le site propose des articles, des références de vidéos et de livres, de la documentation et des liens intéressants sur les domaines de la problématique rurale, du Sud et de la mondialisation.
- ▶ **www.lavoixdupaysan.net** *La Voix du paysan* est un mensuel d'information, de formation et de débat sur le monde rural. Très riche, il traite de nombreuses rubriques : économie, santé, monde, société, environnement, etc.
- ▶ **« Action paysanne »**. Journal d'information et de débat du monde rural sénégalais. Informe sur l'actualité des différentes organisations paysannes présentes au Sénégal et ouvre une double page débat.
- ▶ **« Agri-culture »**. Mensuel d'information, d'éducation et de communication pour le monde rural au Bénin. Constitué d'un dossier (ex : quelle place occupe la femme dans le secteur agricole et rural ?) et de nombreux reportages.
- ▶ **« The Journal of Peasant Studies »** n'est disponible qu'en anglais. Le journal approche le monde paysan sous l'angle historique et théorique essentiellement. Le site ne propose que des extraits d'articles. www.frankcass.com/jnls
- ▶ **www.gret.org** Le Gret (Groupe de recherche et d'échanges technologiques) est structuré autour de sept pôles thématiques : environnement et développement rural, agroalimentaire, microfinance, développement social urbain-services publics marchands, entreprises et formations professionnelles, systèmes d'information et communication, médias. Son bulletin d'information *Reflets des rizières* est disponible en fichier téléchargeable.
- ▶ **« Campagnes en mouvement. Un siècle d'organisations paysannes en France »**. Dossier coordonné par Médard Lebot et Denis Pesche. Sur le mode du récit et du témoignage, ce livre a été écrit par des hommes et des femmes qui ont occupé des postes de responsabilité dans des organisations professionnelles agricoles françaises. Il a été élaboré en réponse à des demandes provenant de responsables paysans du Sud intéressés par le démarrage des organisations de France. Ed. Charles Léopold Mayer, 1998.
- ▶ **« Fin des paysans, faim du monde »**. Jean-Luc Duval, jeune éleveur et président du syndicat des Jeunes agriculteurs en France, aborde la problématique agricole telle qu'elle est vécue par une majorité de jeunes agriculteurs. Ed. Le Cherche-midi, Paris 2002.
- ▶ **« Voix paysannes. Le journal de l'agriculture paysanne »**. Dans un format original, ce bimestriel édité par le Fuja en Belgique (Front uni des jeunes agriculteurs) propose des analyses et des informations sur les paysans du monde, d'Europe et de Belgique.
- ▶ **www.ifap.org** Site de la Fédération internationale des producteurs agricoles, favorable à l'OMC.
- ▶ **www.copa-cogeca.be** Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne. Mastodonte de l'agriculture européenne.